



Site → <https://besancon.snes.edu/-SNES-90-T-de-Belfort-.html>

À propos

Le SNES-FSU est le premier syndicat des collèges et des lycées généraux et technologiques.

Le SNEP-FSU est le syndicat majoritaire des enseignant-es d'EPS.

Dans le Territoire de Belfort, la FSU est la première fédération syndicale de l'enseignement, majoritaire dans le premier comme dans le second degré.

Contact presse : Boris Benabid 06 45 85 80 53

Communiqué - « Les collèges et lycées, laissés pour compte du budget 2026 »

A Belfort, le 3 février 2026

Dans le Territoire de Belfort, la rentrée 2026 dans le Second degré se prépare sur une base une nouvelle fois très dégradée : 15 postes d'enseignant-es supprimés dans les collèges, 13 dans les lycées GT, sans répondre aux difficultés des vies scolaires.

Le ministère entre cafouillages et fébrilité

Les documents ministériels prévoyaient 1803 suppressions d'emplois de professeur-es dans le second degré, soit 438 de plus qu'en novembre, au lieu des (inacceptables) 1365 annoncés ! Pressé par la FSU de s'expliquer, le ministre a plaidé la ... « boulette » (sic) et, défendu la nécessité de « mettre en réserve » (sic) les postes pour faire face «aux incertitudes du rendement des concours ». Autrement dit, le ministère entendait faire payer aux élèves et aux personnels les incertitudes liées à la mise en œuvre chaotique de la réforme des concours de recrutement !

Pour notre territoire : de l'injustice et une École délaissée

Sous la pression du SNES-FSU, le ministère a finalement décidé de réinjecter les 438 ETP, ce qui ramène les suppressions prévues dans l'académie de Besançon à 64 ETP d'enseignant-es, et dans le Territoire de Belfort à 28 postes (15 « équivalent temps plein » dans les 13 collèges et 13 ETP dans les 3 lycées GT).

Un chiffre toujours inacceptable, qui s'appuie sur une logique comptable, loin des besoins : la baisse démographique est répercutée intégralement sur les établissements.

Un chiffre injuste qui touche un Territoire de Belfort dont les caractéristiques sociales et scolaires sont préoccupantes. Aucune création de postes de PSYEN, aucun AED supplémentaire, et des AESH renvoyées à leur précarité après le refus de leur accorder le statut de fonctionnaire.

À cela s'ajoute le refus de réviser la carte de l'Éducation prioritaire, élaborée en 2015, pour mettre une pression managériale sur les équipes des collèges de Chateaudun et Signoret, (mal)heureux élus du « plan 800 collèges » du ministre, ex-bras droit de Jean-Michel Blanquer.

Le casting gouvernemental a beau changer, oscillant entre le centre macroniste et la droite, la politique pour l'éducation de la Jeunesse reste inchangée : entasser les élèves en classe, réduire les moyens financiers et humains sur le terrain. Pourtant, la baisse démographique est une opportunité pour faire baisser les effectifs des classes, qui restent les plus élevés d'Europe (plus de 26 élèves dans notre département, contre 21 dans l'Union européenne !) Il suffirait pourtant de ne pas supprimer de postes, sans surcoût budgétaire.

Le SNES-FSU continuera à dénoncer ces politiques et à défendre, avec les personnels, les parents et les élèves, un service public d'éducation de qualité, émancipateur et accessible à toutes et à tous.